

Édito

J'AI LE PLAISIR DE VOUS annoncer que nos efforts ont abouti : l'ouvrage collectif *De l'Allemagne à la France, histoire du mouvement ouvrier alsacien-lorrain (1890-1920)* est paru. Vous pourrez l'acquérir (voir page 16).

Il aborde des thèmes variés : chronologie comparée du syndicalisme français et allemand, organisation et vie des syndicats en Alsace, figures de militants, histoire des 1^{er} Mai à Strasbourg, économie de guerre, conseils de soldats et d'ouvriers en Alsace-Moselle, grèves de 1920, passage du SPD à la SFIO, une année scolaire à Saverne, analyse du roman de Döblin *Bourgeois et soldats*, notes du soldat Louis Aragon, chansons de soldats, assurances sociales, adaptation de l'administration française...

L'actualité sociale me conduit à rappeler que 2018 est le centenaire de la fin de la Grande Guerre mais aussi le cinquantenaire des événements de 1968. Comparaison n'est pas raison mais en cette période de commémorations, il n'est pas interdit de pointer du doigt, à l'intention des jeunes générations, quelques virages significatifs, en particulier dans les mots. Nous avons connu les excès de langage de Mai 68. Nous assistons aujourd'hui à une euphémisation systématique. L'avènement de la communication pèse dans tout ce qui se dit et s'écrit. Les changements rhétoriques sont nombreux, chez les politiques et dans les médias. Le mot «Négociation» a été remplacé par celui de «dialogue», voire «suivi». Si un patron ou un doyen est empêché de sortir de son bureau, on parle de «séquestration», voire de «prise d'otages» mais quand des fonctionnaires (le personnel de l'université de Strasbourg, par exemple) sont enfermés à clé dans leur bâtiment par les

vigiles privés, sans autorisation de sortie, il s'agit de «mesures de sécurité». On ne dit pas «sélection» mais «examen des prérequis». On a remplacé «numerus clausus» par «évitement de surcharge des filières en tension». On ne dit pas «privatisation» mais «ouverture à la concurrence». Comment cela va-t-il évoluer ?

Almémos se renouvelle depuis la dernière AG. Elle va pouvoir déployer ses activités dans l'espace public. Michel Roth prend le relais des notices. Pierre Krieger se chargera désormais du Bulletin. Andrea Benedetti s'est occupé de faire admettre Almémos sur le site hypotheses.org. Merci à tous ces jeunes adhérents qui nous apportent leur enthousiasme et leurs compétences.

Almémos s'intègre aux réseaux régionaux. Elle a été présente aux Journées d'histoire régionale de Saint-Dié en juin et le sera en novembre à Colmar aux Journées du livre (voir l'agenda). Elle participera aussi à une initiative internationale de la CGT et de la DGB : le 6 novembre 2018, à l'Aubette, aura lieu le colloque Drapeau Rouge, suivi d'une visite guidée des lieux historiques du Conseil de soldats et d'ouvriers de Strasbourg, et d'une exposition bilingue, en présence de Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT et Michaël Rudolf premier dirigeant du DGB des Länder de Hesse et de Thuringe (voir l'invitation).

Je ne saurais clore cet éditorial sans évoquer la figure de ceux, adhérents et amis, qui nous ont quittés ces derniers mois : Jacques Ungerer, François Clad, Jean-Pierre Kintz et Jean-Marie Dupuy. Nous leur rendons hommage en publiant leur notice ou un texte évoquant leur personnalité et leur œuvre.

Françoise Olivier-Utard

Octobre 2018

Sommaire

Édito

Françoise Olivier-Utard 1

Chronique

Retour dans trois quartiers historiques de Strasbourg
Jean-Pierre Hirsch 2

Contributions

Le SPD en Alsace Bossue avant la Première Guerre mondiale, Pierre Krieger 5

Autour du centenaire de la révolution russe,
Michel Roth 7

Notices biographiques

Brem Fernand 10
Clad François 10
Dupuy Jean-Marie 10
Kintz Jean-Pierre 11
Ungerer Jacques 11
Thomas Wendelin 12

Appel à contribution 14

À lire 14

Invitation

Le *Drapeau Rouge*, du passé à l'avenir 15

Agenda de rentrée 16

Retour dans trois quartiers historiques de Strasbourg

La vieille ville

Si le prolétariat strasbourgeois habite dans la vieille ville, c'est que le secteur du bâtiment (tailleurs de pierres de l'église St-Paul, cantines ouvrières autour de la place St-Etienne, face aux chantiers de la Neustadt, casernes à l'esplanade, au boulevard de la Victoire) et l'armée (cordonniers, tailleurs, selliers) constituent les principaux marchés de l'emploi jusque vers 1900 et offrent l'occasion de conclure, entre syndicats et corporations patronales, des accords de branche. Le plus grand nombre de grèves se produit sur le chantier de l'église Saint-Paul et dans l'entreprise de sellerie Julius Jansen qui fabrique des cartouchières en Rhénanie et à la Krutenau. Avec une moyenne de 23,8 habitants par maison, la ville est densément peuplée et insalubre.

Intra-muros, 5,3% des foyers acceptent des pensionnaires logés au sein de la famille. 1720 ménages louent des chambres à 3000 personnes en 1899. Ce sont avant tout les trois quartiers populaires anciens qui souffrent de surpeuplement : autour de la Grand-Rue, la Krutenau et à l'ouest de la gare. Ici sont implantées les tavernes pourvues d'une arrière-salle, où l'on se rend pour les réunions politiques, mais aussi pour verser ses cotisations mensuelles au syndicat, à la caisse de secours ou de décès, et pour les répétitions de la société de musique ou de chant ouvriers.

Ce n'est que petit à petit que se construisent les lieux d'emploi de la périphérie : la gare, tout d'abord, puis les ateliers de Bischheim ; la CTS à Cronembourg ; les tanneries au Wacken, puis à Lingolsheim ; les abattoirs ; la forge Netter-Jacobi à Koenigshoffen (1876) et son laminoir au port du Rhin ; les conserveries au quartier suisse et au quai Koch, Ungemach et les brasseries de la périphérie (Schiltigheim, puis Illkirch et Lingolsheim). À ce moment-là la sociabilité ouvrière s'implante dans la ville nouvelle : elle passe du plein centre, de la Krutenau, aux trois faubourgs, aux boulevards qui donnent sur la gare, puis au quai Koch et au quartier de la Bourse.

Du quai Finkwiller à la cathédrale

Place Kléber : 10 novembre 1918 : proclamations de la République par Rebholz et Peirottes. Le Conseil des ouvriers et des soldats siège au tribunal.

Au Soleil, 2 rue de la Grange. Le site a disparu au moment du creusement de la grande percée. Les numéros pairs de la rue sont absents dans l'annuaire de 1912. Il ne reste que trois maisons du côté impair qui sont intégrées à l'alignement de la rue du 22 Novembre. Il faut imaginer une grande salle, au coin du Fossé-des-Tanneurs. Nous sommes sur les bords du premier quartier ouvrier de Strasbourg, qui s'étend du Fossé-des-Tanneurs à l'extrémité du Finkwiller. C'est au Soleil que se déroule, le 17 février 1884 à 7 heures du soir, une réunion à l'appel du premier socialiste historique à Strasbourg, le cordonnier Dietrich Schmitz. Il a invité un non socialiste, le rédacteur de l'*Elsässer Journal*, Bodenheimer à faire un exposé sur la loi sur les caisses d'Empire de sécurité sociale que Bismarck vient de créer. Bodenheimer se montre très objectif. Puis le président de séance Schmitz prend la parole : « Vous avez entendu ce qui nous attend ; il s'agit de rendre impossible l'existence de toutes les caisses libres. Seule la caisse de Strasbourg est capable de garder son autonomie. Nous nous sommes jusqu'à présent dirigés de manière autonome. Je vous invite à préserver notre force et à nous hisser au niveau d'une caisse populaire. J'appelle les petites associations à nous rejoindre. »

Le 1^{er} mai 1894, le groupement des syndicats avait réservé pour huit heures du soir la salle du débit du Soleil. Chants par la société Espérance, puis discours de Boehle sur la signification de la fête internationale du travail, que l'on fête alors pour la 4^e fois. Le commissaire de police reste dans la salle à côté jusqu'à la dissolution vers 11 h ½.

10 rue de l'Aimant, à l'angle de la Grand-Rue, au 1^{er} étage, se situe le deuxième secrétariat des syndicats libres de Strasbourg, en 1912-1913. Le syndicat des métaux, celui des peintres y occupent un bureau. Le premier secrétariat des syndicats a été abrité par la *Freie Presse* quai Finkmatt ; en 1909-1910, il a déménagé dans l'arrière-cour du 4 rue de

l'Arc-en-ciel, puis, à partir de 1912, rue de l'Aimant.

Au 15 rue des Dentelles, une plaque apposée en 1987 signale l'emplacement de la première épicerie coopérative, ouverte le 15 septembre (ou 28 novembre ?) 1892.

La coopérative de consommation est une idée ancienne. Les salaires de misère dans l'Alsace du textile sont la conséquence de la concurrence internationale, notamment sur les étoffes de coton. Pour assurer la survie de leurs ouvriers, des industriels fondent en 1832 une « caisse du pain » à Guebwiller, première association de forme coopérative.

Le deuxième développement des coopératives se situe dans les années 1863-1869, sous l'influence du mouvement fouriériste. L'industriel Scheurer, l'enseignant Jean Macé développent, sous forme coopérative des bibliothèques, des organismes de crédit, des magasins. Le village de Beblenheim connaît, en 1867, sa première épicerie coopérative, qui vend surtout du sucre. À Strasbourg, un certain Zopf développe le logement coopératif.

La loi d'Empire allemande du 1^{er} mai 1889 sur les coopératives ouvrières relance le mouvement. Il y a quantité de créations de la part du patronat, qui trouve là un moyen de vendre la nourriture meilleur marché pour n'avoir pas à relever les salaires ; celles aussi de groupes d'ouvriers visant à fonder leur propres établissements où consommer de l'alcool distillé bon marché, tout en échappant aux droits de licence et aux heures de fermeture. La coopérative ouvrière de Strasbourg, sous l'impulsion de quelques membres du syndicat des métaux, se fait contre l'avis de la direction de ce syndicat et aussi celui du cartel syndical, qui ne consacre que 50 Marks de subvention lors du lancement. Le 28 novembre 1892 est ouverte la première épicerie coopérative, au n°15 rue des Dentelles ; on y cuit du pain dès mars 1903. Bientôt trois boulangeries et 11 magasins s'ajoutent dans d'autres quartiers populaires, rue Sainte-Madeleine, à Neudorf, la Robertsau, Schiltigheim et Kehl en 1910. En 1911 la Ville cède au Port du Rhin un grand terrain avec raccordement ferroviaire. Les wagons de vin arrivent jusqu'à l'entrée de la cave, ceux de farine dans le magasin.

L'Auberge des Boulangers, 3 rue du Vieux Marché aux Grains.

Un bombardement de la 2^e guerre mondiale a fait disparaître toutes les constructions du côté des Grandes Arcades. Le 31 janvier 1897 avait eu lieu dans l'obscurité d'une arrière-salle l'une des premières réunions du SPD d'Alsace-Lorraine. 33 délégués représentant les sections locales siègèrent sous la présidence d'Emmel, typographe, représentant la section de Sarreguemines; Martin secrétaire de séance, est le correspondant local du journal *Mannheimer Volksstimme*; Strasbourg est représentée par Boehle, homme de confiance des socialistes strasbourgeois; le député Bueb est venu de Mulhouse, le journaliste Gek d'Offenbourg, Emmel de Sarreguemines. Un certain Fuchs n'est autre que l'ébéniste Richard Fuchs, futur député de Strasbourg-Campagne. Le commissaire Noak demeure dans la pièce à côté pour s'assurer que la réunion reste bien close.

Le débit de boissons, qui est une *Logierwirtschaft*, loue des chambres aux compagnons boulangers pendant leur tour d'Europe; il sert aussi de Zahlstelle (l'endroit où on paie les cotisations) des ouvriers de fabrique. Le Romain, en face, joue le même rôle pour le syndicat des ouvriers au service de l'armée.

En débouchant sur la place Gutenberg par la rue de la Lanterne, on passe sous le débit du même nom. Ici se réunissent les sculpteurs sur bois, les ouvriers boulangers.

Atelier de fabrication de tiges de bottes de Paul Brustewitz, 26 rue des Tonneliers.

Brustewitz est cordonnier, arrivé à Strasbourg peu après 1871. Dans le bâtiment fonctionne un atelier de tiges de bottes, Imaginons un lycéen sortant de Fustel, sur le chemin du retour à la maison de ses parents près de l'eau, rue A. Seyboth. Il fait un arrêt, entre, vient lire au bureau la *Freie Presse* les revues socialistes allemandes, discuter avec le patron. Le futur député Georges Weill fait ici son éducation politique.

La Nouvelle Poste, place de la Cathédrale.

Au premier étage de l'ancienne école de santé militaire, il y a un café en 1884. Schmitz y convoque les artisans et compagnons pour adhérer à la caisse maladie autonome des artisans de Strasbourg. Deux méde-

cins sont présents pour examiner les nouveaux adhérents. Après cette initiative, Schmitz est expulsé d'Alsace-Lorraine. Les autorités s'appuient ici non sur la législation antisocialiste de 1878, mais, en suivant les conseils venus de Berlin, sur les lois françaises de 1834 et de 1849. Le droit local a beaucoup servi pour dompter les ouvriers. Finalement en 1893, Strasbourg compte deux caisses d'assurance-maladie d'État, avec 6000 adhérents, 114 caisses libres avec 8000 adhérents (ce sont souvent des filiales de caisses professionnelles nationales, comme la Caisse des cordonniers sise à Nuremberg), et 37 caisses d'entreprises. Le grand nombre de caisses libres s'explique par le fait que le travailleur refuse le regard des autorités dans les affaires de la caisse locale, celui de l'employeur dans la caisse d'entreprise. Mais au lieu d'avoir une caisse libre unique comme Schmitz avait essayé de la créer, on en trouve 114.

Au Vieux Château, 10 rue de la Râpe

C'est le siège historique du cartel des syndicats chrétiens. Lorsque les syndicats chrétiens forment une union locale et qu'ils accueillent des protestants, ils cessent de se réunir dans les dépendances de la paroisse de la cathédrale et tiennent leurs meetings et leurs congrès ici, dans ce débit. Seuls les syndicats des gens de maison, où adhèrent beaucoup de femmes, continuent d'avoir leur pied à terre dans les maisons religieuses comme Saint Arbogast, rue des Échasses 9 rue des Juifs pour les employées de maison. Lorsque Heinrich Kuhn ouvre en 1906 la première permanence des syndicats chrétiens dans l'arrière-cour du 46 faubourg de Pierre, les syndicats chrétiens tiennent beaucoup de réunions à l'Ancre 28 de la même rue.

La Mauresse, 7 rue du Vieux-Marché-aux-Poissons

Cette ancienne salle de corporation sert de lieu de réunion pour des associations de toutes sortes, souvent nationalistes. Ici Schulenburg tient en 1913 l'assemblée générale du syndicat libre des métaux, (on est près du siège, 25 rue des Serruriers) syndicat modèle par ses effectifs, la publication des comptes, 1440 cotisants, 460 réunions, 12 grèves ou négociations, 1260 augmentations de salaire. Les syndicats sont en

train de devenir des associations de branche, et non plus de métier. Celui des métaux (futur IG Metall que Schulenburg fonde en Allemagne dans les années 1920) comprend à la fois les ferblantiers et les installateurs, mais il n'existe pas de section aux Forges de Strasbourg ni dans les autres grandes entreprises à l'exception de la tannerie de Lingolsheim et des brasseries.

Dans la *Freie Presse*, on peut voir la ventilation des dépenses: notamment l'aide complémentaire pour les congés de maladie, mais aussi les dépenses pour les indemnités chômage versées à la fois par le syndicat et la Ville (système de Gand), les déplacements des compagnons jeunes que l'on fait partir pour alléger le marché du travail.

Ancienne Douane: commerce de cigares de Boehle

C'est, depuis le 13^e siècle, le port et la halle de marché de la ville, avec quantité de bistrotts sur l'axe nord-sud. Trois réunions du 1^{er} mai s'y tiennent, avec discours, danses. Boehle y a son commerce de cigares et d'articles de pêche depuis 1900; son magasin a été transféré de la dernière maison du Quai des Bateliers, l'avant-dernière avant Saint-Guillaume.

Dans l'ancien camp romain, il reste deux lieux qui servent de quartier général à des syndicats social-démocrates:

la Cloche, 12 rue des Sœurs, pour les tailleurs, les ouvriers communaux, le livre, le syndicat des ouvriers et la caisse d'assurance-maladie des charrons.

le Lion Rouge, rue des Juifs, pour les couvreurs les relieurs.

La Krutenau

Le Chant des Oiseaux, 7 quai des Bateliers (à l'emplacement du Crédit Agricole).

La salle contient 100 personnes, mais il y a aussi une cour pour ceux qui n'ont pas de place à l'abri. Le 5 février 1874 se tient une conférence présidée par le typographe strasbourgeois Jung. Devant 100 personnes présentes, un orateur autrichien itinérant, Lindorfer parle de mécanisation, gains de productivité, chômage, concurrence interne, mais aussi de séparation de l'Église et de l'État, d'enseignement gratuit. Le 7 septembre 1893, 100 partisans du SPD désignent par un vote 7 « agi-

tateurs » chargés de la propagande. Parmi eux, il y a quatre Alsaciens-Lorrains d'origine: le typographe Trax, le cordonnier Scheld, le tailleur Spingler et Boehle. Parmi les 87 tailleurs qui fondent leur syndicat professionnel le 15 janvier 1894, il y a sept femmes. Un seul 1^{er} Mai s'organise ici, en 1894. Le débit est le point de départ d'un groupe de 60 personnes qui, une fleur rouge à la boutonnière, parcourent la ville, entrant dans différents débits et revenant pour une réunion de 180 personnes. En 1911, le débit sert de permanence au syndicat des selliers et les tailleurs de pierres, maçons, charpentiers. PC de grèves.

Siège de la CFTC: 10 rue des Bacheliers

Estaminet Schloegel, 19 rue de la Krutenau.

Lieu de réunion du syndicat chrétien des ouvriers municipaux et des ouvriers du bâtiment.

La Ville de Metz, 42 rue de la Krutenau.

Ce restaurant sert aux réunions des syndicats professionnels libres et aussi de lieu de rendez-vous pour les excursions en direction du Neuhof et du Pays de Bade. Ainsi le 29 avril 1899 se tient la réunion du syndicat des ouvriers du bâtiment et des manœuvres, des travailleurs de la pierre. Le lundi 2 mai, au retour de l'excursion au Neuhof, la fête se termine à 20 heures à la Ville de Metz avec un nouveau discours de Lutz, orateur invité, pharmacien à Karlsruhe. Le 1^{er} mai 1905, 1000 personnes prennent ici le départ pour la forêt du Neuhof par la Plaine des Bouchers. En 1911 le Niederrhein est la Zahlstelle du syndicat des cordonniers, filiale de Nuremberg, le plus vieux syndicat de Strasbourg, des manœuvres du bâtiment, des charpentiers.

En face, à la Manufacture des tabacs, bâtiment du milieu du 19^e siècle, on fabrique des cigares, on coupe des feuilles de tabac. La branche est en forte expansion: depuis 1889 17 nouvelles usines, dans des villages et des petites villes, et deux en cours d'ouverture. Ici 20,8% du personnel est constitué de femmes. Leur réputation est mauvaise: entre 1896 et 1900 dans les 5 dernières années une femme sur 3 a mis au monde un enfant hors mariage! Les prix à la consommation ont augmenté de

35% depuis 1897, les salaires dans l'industrie du tabac de 19%.

L'apprentissage, au moment de la révolution industrielle, est en train de se chercher: à part dans les ateliers des chemins de fer, on n'apprend rien; dans les fabriques de cigares, le geste de rouler est appris en une semaine; ensuite l'apprenti est lié pour des années à l'entreprise, pour un salaire minime.

C'est une industrie dangereuse pour les muqueuses des jeunes employées; dans une usine qui recrutait ses ouvrières dans des familles de petits paysans, on a compté jusqu'à 56 filles malades sur 73 employées en un an. Pourtant ni les petites ni les grandes installations ne respectent la loi: il y a beaucoup de poussière parce que l'on balaie à sec; on manque d'armoires dans le vestiaire, de savon, de serviettes. Les ouvrières suspendent leurs vêtements aux murs, les uns au-dessus des autres.

Le quartier suisse

Siège du parti socialiste, imprimerie de la *Freie Presse*, 1 rue de Bienne.

Le journal socialiste d'Alsace-Lorraine est né en octobre 1898; il a été d'abord imprimé à Schiltigheim, 23, route de Bischwiller, puis 2, quai Finkmatt. Grâce aux succès électoraux aux élections de 1912, le nombre des abonnements a fortement augmenté. On a donc proposé au comité du parti à Berlin de créer un nouveau siège pour l'organe du parti au-delà de la Porte des Bouchers, hors de la ville historique, où se trouvaient les dernières casernes de l'Esplanade, puis les dancings bordant la route de Kehl. L'architecte Richshofer a élevé un immeuble de 51 mètres de façade sur toute la longueur de la rue de Bienne. Commerce, guichets et salle des machines sont au rez de chaussée, au 1^{er} les bureaux de la rédaction, au 2^e la bibliothèque et le secrétariat du parti, des logements aux 3^e et 4^e. Eugène Imbs notamment y habite. Le cartel des syndicats occupe l'immeuble à angle droit, dans l'actuelle rue Jacques-Peirates, et de nombreux syndicats y ont établi leur bureau dès 1913. Le propriétaire de ces deux immeubles est la Coopé de Strasbourg.

Siège des syndicats libres puis de la CGT (confédérée puis réunifiée), 31 rue du Saint-Gothard.

A l'Aigle

À partir de 1933, ce restaurant sert clandestinement de lieu de rendez-vous des réfugiés et brigadistes allemands et du Secours Rouge International organisé par Madeleine Grunewald.

Autour de la gare

32 rue du Faubourg National, au 1^{er} étage, maison natale d'Eugène Imbs, fils d'un maître charpentier. Le secrétaire des syndicats y habite jusqu'en 1912, au 2^e étage.

Siège du syndicat des cheminots puis de la CGTU, 66 rue du Faubourg de Saverne (aujourd'hui rue Wodli).

Siège du parti communiste (1921-1924) au 68.

Au 76, au dernier débit de boisson, QG du syndicat des cheminots et des portefaix.

Le Volksgarten, 6, quai Zorn

L'établissement, qui appartient à la Brasserie du Pêcheur et est tenu par un concessionnaire non socialiste, est inauguré le 1^{er} mai 1904. Il y a une entrée, un kiosque à musique, un restaurant, un parc pouvant accueillir 1200-1500 personnes, sans compter les enfants. 3000 personnes ont passé par là le temps de la fête, en 1906. L'établissement offre de multiples avantages: on s'y exprime librement, les sociétés de chant et de gymnastique socialistes peuvent se produire comme elles l'entendent, on peut danser jusqu'à deux heures du matin, sans déranger personne, étant donné que la ville ne s'étend pas encore jusque là.

On a du mal à retrouver, derrière la façade de ce bâtiment de l'Éducation Nationale, dans l'espace découpé par des murets, les salles, les pavillons, les jardins. Sans doute les arbres que l'on découvre à partir de la rue Knauth sont-ils les derniers vestiges du *Volksgarten*.

Jean-Pierre Hirsch

Le SPD en Alsace Bossue avant la Première Guerre mondiale

À la suite de notre travail sur le mouvement communiste en Alsace Bossue durant l'entre-deux-guerres¹, une interrogation tenace reste en suspens : comment et dans quelle mesure la social-démocratie s'est-elle implantée dans cette partie du *Reichsland Elsaß-Lothringen* avant la Grande Guerre ? En effet, il nous apparaît impossible que le PCF à l'orée des années 1920 se soit aussi fermement installé et développé *ex nihilo* dans ce territoire. Nous nous sommes donc attelés à un travail de recherche afin de comprendre ce phénomène.

En ce qui concerne les sources, nos recherches dans les divers fonds disponibles aux Archives départementales du Bas-Rhin (ADBR) sont restées infructueuses. Il s'avère que les fonds d'archives sont très pauvres en informations sur le territoire étudié, que ce soit pour les fonds du gouvernement de l'Alsace-Lorraine, du *Bezirk Unterelsaß* (équivalent du département du Bas-Rhin) ou du *Kreis* de Saverne (équivalent de l'arrondissement de Saverne). Les documents de la surveillance policière des sociaux-démocrates ne contiennent aucun renseignement intéressant, seules des lettres éparses adressées au *Kreisdirektor* (équivalent du sous-préfet) de Saverne renferment quelques informations intéressantes (voir notamment la cote 388 D 723) sur la structuration du mouvement et sur ses acteurs. Nous nous sommes essentiellement appuyés sur des ouvrages statistiques où se trouvent des pointages par commune des voix aux élections au *Reichstag* de 1912² et aux élections au *Landtag*

1 KRIEGER Pierre, «Die Kommunisten im Krümmen Elsass»: le mouvement communiste en Alsace Bossue durant l'entre-deux-guerres (1920-1939) – Première partie (1920-1929)» in *Bulletin de la Société d'histoire de l'Alsace Bossue*, n° 76, 2017, p. 3 à 17. La deuxième partie de 1930 à 1939 sera publiée dans le numéro 77 du bulletin au 1^{er} semestre 2018.

2 *Die Reichstagswahlen von 1912 und die Reichstagswahlen seit 1874 in Elsaß-Lothringen*, Sondernummer der Nachrichten des Statistischen Landesamts für Elsaß-Lothringen, Druckerei der Straßburger Neuesten Nachrichten

(Parlement) d'Alsace-Lorraine de 1911³. Nous avons pu également retrouver aux ADR des pointages par communes pour les élections au *Reichstag* de 1907 (387 D 8) et au *Bezirkstag* («Parlement départemental») de Basse-Alsace de 1909 dans le canton de Sarre-Union (387 D 15). Pour la presse, nous avons dépouillé le journal social-démocrate d'Alsace-Lorraine, la *Freie Presse*, pour l'année 1914⁴ jusqu'à la déclaration de guerre. Les renseignements recueillis restent malheureusement très succincts. Pour les élections municipales de mai 1914, les archives étant muettes sur le sujet, nous avons cherché des informations dans les journaux locaux du *Kreis* de Saverne (*Zaberner Tageblatt*, *Zaberner Wochenblatt* et *Zaberner Anzeiger*) sans succès.

Comparaison des résultats des élections au Reichstag de 1907 et de 1912

Il semble qu'avant les élections de 1907 aucun candidat social-démocrate n'ait été présenté dans le *Reichstagswahlkreis* (circonscription électorale pour le *Reichstag*) n° 11 de Saverne. Ainsi en 1907 c'est un employé du syndicat des métallurgistes à Strasbourg, Gustav Schulenburg⁵, qui est présenté par

A.-G. Vorm. H. L. Kayser, Strasbourg, 1912.

3 *Die Landtagswahlen von 1911 in Elsaß-Lothringen*, Sondernummer der Nachrichten des Statistischen Landesamts für Elsaß-Lothringen, Druckerei der Straßburger Neuesten Nachrichten A.-G. Vorm. H. L. Kayser, Strasbourg, 1911.

4 La *Freie Presse* est numérisée et disponible en ligne de 1914 à 1918 sur le site de Gallica : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb34420707c/date1914>

5 SCHULENBURG Gustav, né le 07/03/1874 à Fribourg-en-Brisgau (Bade) et décédé en 12/1944 dans le camp de concentration de Dachau. Après une formation de serrurier (*Schlosser*) et la réalisation de son «tour de compagnonnage» (*Wanderschaft*), il devient en mars 1906 employé (*Angestellter*) du syndicat des métallurgistes à Strasbourg jusqu'en 1918 puis à Karlsruhe jusqu'en 1933. De 1905 à 1908 il est membre du conseil municipal de Strasbourg, également président du comité syndical d'Alsace-Lorraine (*Vorsitzender des gewerkschaftlichen Landesausschusses Elsaß-Lothringens*) de 1906 à 1918, membre du comité des établissements d'assurance d'Alsace-Lorraine (*Vorstandsmitglied der Landesversicherungsanstalt Elsaß-Lothringen*) de 1910 à 1918, et membre du comité du SPD à Strasbourg en 1914. En 1933 il

le SPD. Le parti social-démocrate réalise un score global de 7 % en Alsace Bossue⁷, soit 6,97 % pour le canton de Drulingen⁸, 3,46 % pour le canton de La Petite-Pierre⁹ et 10,60 % pour le canton de Sarre-Union. Les résultats dépassent les 10 % des voix exprimées dans 11 communes : Asswiller (11,47 %), Drulingen (13,49 %), Mackwiller (38,22 %), Thal-Drulingen (13,43 %), Waldhambach (20,66 %) ; Frohmühl (19,15 %), Lichtenberg (13,85 %), Tieffenbach (11,11 %) ; Herbitzheim (27,81 %), Sarre-Union (20,44 %) et Sarrewerden (35,29 %). Le SPD n'obtient aucune voix dans 19 communes (sur 70).

Pour les élections de l'année 1912, c'est toujours Gustav Schulenburg qui représente le parti social-démocrate allemand. En revanche, les résultats sont en très nette progression, car le SPD récolte cette fois-ci 18,34 %¹⁰ des voix en Alsace Bossue¹¹, c'est-à-dire 15,19 % dans le canton de Drulingen, 13,55 % dans le canton de La Petite-Pierre – la progression la plus impressionnante – et 26,60 % dans le canton de Sarre-Union. Les résultats dépassent les 15 % dans les 25 communes suivantes : Baerendorf (15,38 %), Bischtröff-sur-Sarre (18,60 %), Drulingen (29,77 %), Mackwil-

émigre en France et il est emprisonné en 1940 jusqu'à sa mort au camp de concentration de Dachau. Voir sa notice biographique sur BIODAND (*Sozialdemokratische Reichstagsabgeordnete und Reichstagskandidaten 1898-1918*) sous «Schulenburg, Gustav»: http://zhsf.gesis.org/ParlamentarierPortal/biodand_db/biokandrecherche.php

6 8 077 voix exprimées, 593 voix pour le SPD.

7 12,33 % pour la totalité du *Kreis* de Saverne et 23,7 % pour l'ensemble du *Reichsland*.

8 Durant la période du *Reichsland*, le canton de Drulingen comprend également les communes de Bischtröff-sur-Sarre (*Pisdorf*), Diedendorf, Wolfskirchen et Zollingen, qui sont rattachées au canton de Sarre-Union après-guerre.

9 Durant la période du *Reichsland*, le canton de La Petite-Pierre (*Lützelstein*) comprend également les communes de Dossenheim-sur-Zinsel (*Dossenheim*) et de Neuwiller-lès-Saverne (*Neuweiler*), qui sont rattachées au canton de Bouxwiller après-guerre.

10 8 801 voix exprimées, 1 482 voix pour le SPD.

11 20,58 % pour la totalité du *Kreis* de Saverne et 31,8 % pour l'ensemble du *Reichsland*. Le SPD est alors le premier parti d'Alsace-Lorraine et même de toute l'Allemagne en termes de voix.

ler (49,11 %), Rexingen (17,14 %), Siewiller (15,55 %), Thal-Drulingen (17,46 %), Volksberg (42,10 %), Waldhambach (30,04 %), Weislingen (29,84 %), Zollingen (19,44 %); La Petite-Pierre (18,42 %), Lohr (16,95 %), Petersbach (16,46 %), Schoenbourg (19,81 %), Tieffenbach (26,60 %), Weiterswiller (32,61 %), Wingen-sur-Moder (22,97 %); Altwiller (16,8 %), Harskirchen (46,63 %), Herbitzheim (47,35 %), Keskastel (32,57 %), Sarre-Union (43,51 %), Sarrewerden (38 %) et Siltzheim (18,27 %). Il n'y a qu'une seule commune (sur 71¹²), Goerlingen, où le parti ne récolte aucune voix. Le SPD est ainsi la première force politique à Mackwiller, Harskirchen, Herbitzheim, Sarre-Union et Sarrewerden. De même, nous relevons de très importants progrès en termes de nombre de voix dans la très grande majorité des communes, sauf Adamswiller, Wolfskirchen, Frohmuhl et Lichtenberg où il y a moins de voix pour le SPD qu'en 1907, ainsi que Asswiller et Bettwiller où nous relevons une stagnation.

Élections au *Bezirkstag* de 1909 et au *Landtag* de 1911

À l'instar du candidat présenté aux élections au *Reichstag* de 1907 et de 1912, le SPD ne présente pas des candidats du «cru» aux élections au *Bezirkstag* de 1909¹³ dans le canton de Sarre-Union. En effet, c'est le rédacteur Max Schneider de Strasbourg qui est présenté et qui récolte 16,38 % des voix exprimées, malgré une très forte baisse de la participation par rapport aux élections au *Reichstag* de 1907. Pour les élections au *Landtag* de 1911, c'est un certain Van den Berg, employé de syndicat (*Gewerkschaftsbeamter*) de Strasbourg, qui est présenté dans le *Wahlkreis* n° 39 (Sarre-Union-Drulingen) qui réalise 18,36 % des voix dans le canton de Drulingen et 25,13 % dans le canton de Sarre-Union; Waldhart, sculpteur de Strasbourg, est présenté dans le *Wahlkreis* n° 40 (Bouxwiller-La Petite-Pierre) et réalise 4,67 % des voix dans le canton de La Petite-Pierre.

Quelles leçons tirer de ces résultats ?

12 Lors des élections de 1912, la commune de Graufthal est reconnue comme une commune à part entière et non plus rattachée à Eschbourg.

13 Il n'y a pas de candidat social-démocrate dans les cantons de Drulingen et de Sarre-Union pour ces élections.

De prime abord, il est à noter que le *Kreis* de Saverne doit attendre 1907 pour avoir un candidat social-démocrate au *Reichstag*, ce qui est très tardif comparé au reste de l'Alsace-Lorraine¹⁴. Il en est de même pour les autres types d'élections. De plus, les candidats présentés par le SPD sont tous originaires de Strasbourg et aucun candidat du «cru» n'est présenté dans les diverses élections, au contraire des *Kreise* lorrains voisins de Sarreguemines-Forbach et de Sarrebourg-Château-Salins qui mettent en avant des personnalités issues du territoire. Pouvons-nous relier ce fait à une faible organisation de le SPD dans le secteur? Cela est clairement à prendre en compte, car en juin 1914 lors d'une conférence de *Kreis* du *Reichstagswahlkreis* n° 11, le secrétaire permanent de le SPD d'Alsace-Lorraine, Charles Hueber, alors seul dirigeant du parti dans le *Kreis* – en quelque sorte mis sous tutelle –, qualifie l'organisation du parti dans le territoire de «nicht rosig»¹⁵, et cela malgré un soutien financier important.

Ainsi il n'est pas possible de rattacher le vote social-démocrate en Alsace Bossue à une quelconque figure locale prépondérante, où les voix se porteraient sur elle plus pour sa personnalité que pour ses idées politiques. Nous pouvons donc avancer, avec tout de même une certaine réserve, avoir à faire à un réel vote de classe. Certes les résultats sont inférieurs à la moyenne de la totalité du *Kreis* de Saverne et de l'Alsace-Lorraine, mais l'importance et l'évolution du vote social-démocrate dans cette région à majorité rurale et paysanne est remarquable.

Nous pouvons noter une forte concentration du vote social-démocrate lors des élections au *Reichstag* de 1907 et 1912 dans les vallées

14 Pour exemple, le *Kreis* voisin de Sarreguemines-Forbach a un candidat du SPD dès 1893 en la personne de Leopold Emmel.

15 «Pas rose». L'article de la *Freie Presse* mentionne également que pour le début de l'année, il y a eu dans le *Kreis* 10 (nouveaux?) adhérents, 11 réunions publiques tenues et 18 000 tracts distribués. De plus, la direction alors assumée jusqu'ici seul par Hueber sera reprise par d'autres camarades prêts pour la tâche, «Reichsländische Chronik – Aus dem Unter-Elsaß – Zabern» in *Die Freie Presse*, 30 juin 1914, p. 4.

de l'Eichel¹⁶ et de la Sarre¹⁷. Il n'est par ailleurs pas étonnant de constater les scores les plus élevés dans les communes qui comprennent une majorité d'ouvriers dans leur population¹⁸, même si évidemment ce n'est pas le cas à chaque reprise – notamment pour l'importante commune de plus d'un millier d'habitants de Diemeringen où le vote pour le SPD reste très bas – et que des communes à majorité paysannes ont également un fort taux de vote social-démocrate. Pour les quatre communes de l'*Eichelthal*, l'explication de ce vote social-démocrate pourrait être la présence de carrières et de nombreux travailleurs carriers¹⁹, qui seront le fer de lance du mouvement communiste après-guerre. Une lettre du député du *Kreis* de Saverne élu en 1912, Adolf Röser de Waldhambach, au *Kreisdirektor*, mentionne que les sociaux-démocrates ont essayé dès les années 1902-1904 d'organiser les carriers à Mackwiller²⁰. Une lettre analogue d'un courageux «Unbemittelter Landwirt» (paysan démuné) de Schoenbourg en juin 1914 dénonce le fait qu'un ouvrier carrier membre du conseil municipal de la commune soit social-démocrate²¹. Malheureusement ce sont les seules informations que nous pos-

16 Notamment à Weislingen, Tieffenbach, Waldhambach et Mackwiller.

17 Notamment à Bischtröff-sur-Sarre, Zollingen, Sarrewerden, Sarre-Union, Harskirchen, Keskastel et Herbitzheim.

18 En 1907 les communes ayant plus de 75 % d'ouvriers dans leur population sont Rosteig et Sarre-Union; entre 50 et 75 %: Diemeringen, Mackwiller et Weislingen pour le canton de Drulingen; Herbitzheim, Keskastel et Sarrewerden pour le canton de Sarre-Union; Eschbourg, Lichtenberg, Schoenbourg, Struth, Tieffenbach et Wingen pour le canton de La Petite-Pierre, *Elsass-Lothringen. Die Verteilung der landwirtschaftlichen und industriellen Bevölkerung in den Gemeinden nach den Ergebnissen der Berufszählung vom 12. Juni 1907*, <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b102248632/f1.item>

19 En 1899, Weislingen compte 1 carrière de grès et 35 ouvriers; Waldhambach 6 carrières de grès et 89 ouvriers et Mackwiller 9 carrières de grès et 78 ouvriers, *Statistisches Handbuch für Elsaß-Lothringen*, Strassburger Druckerei und Verlagsanstalt, Strasbourg, 1902, p. 230.

20 ADBR, 388 D 723, *Lettre de Adolf Röser au Kreisdirektor de Saverne*, (juillet 1914; le 4).

21 ADBR, 388 D 723, *Lettre d'un «Unbemittelter Landwirt» au Kreisdirektor de Saverne*, (juin 1914; le 2).

sédons sur l'implantation sociale-démocrate chez les carriers.

Le cas du village de Mackwiller est enfin très intéressant, puisqu'il semble qu'après les élections municipales de mai 1914²², le conseil municipal de la commune soit composé d'une majorité de sociaux-démocrates, comme le précise l'ancien maire déchu de la commune²³. Cela n'est guère étonnant à la vue des résultats sus-mentionnés de le SPD dans la commune²⁴. La *Freie Presse* confirme la victoire de le SPD de la commune, en revendiquant 104 à 148 votes pour leurs candidats – contre 55 pour le maire sortant par exemple – et l'élection de 4 carriers, 3 propriétaires de carrières – donc sociaux-démocrates – et de l'autre côté 5 bourgeois. Le journal précise également que la victoire est fêtée par de la *Blechmusik* (musique de fanfare) dans tout le village pour se terminer par une réunion dans un bistrot²⁵. En revanche, il semble que par la suite l'élection du maire pose beaucoup de problèmes et cela jusqu'au mois de juillet 1914²⁶, causant de nombreuses frictions entre les élus sociaux-démocrates d'un côté, et les élus et anciens élus « bourgeois » de l'autre²⁷.

Conclusion

Malgré le manque important de sources concernant notre sujet, il apparaît tout de même à la lumière des résultats des diverses élections – no-

.....
²² Nous n'avons malheureusement trouvé aucune information sur les autres communes.

²³ ADBR, 388 D 723, *Lettre de L. Haenel au Kreisdirektor de Saverne*, (mai 1914; le 23).

²⁴ Mackwiller est également « Filial-Expeditionen der «Freie Presse» » (en quelque sorte le relais de la distribution du journal pour le secteur) en 1914 avec les personnes de Adam Müller (de janvier à mars) puis de Georg Claus (Georges Clauss – de février à août 1914). Nous retrouvons le second personnage en tant que dirigeant communiste notoire dans l'après-guerre.

²⁵ « Reichsländische Chronik – Aus dem Unter-Elsaß – Nartzweiler » in *Die Freie Presse*, 26 mai 1914, p. 7. Le jour suivant le journal corrige l'erreur d'orthographe de la commune par *Mackweiler*.

²⁶ « Reichsländische Chronik – Aus dem Unter-Elsaß – Mackweiler » in *Die Freie Presse*, 16 juillet 1914, p. 5.

²⁷ Voir surtout: ADBR, 388 D 723, *Lettre de Adolf Röser au Kreisdirektor de Saverne*, (juillet 1914; le 4). ADBR, 388 D 723, *Lettre de L. Haenel au Kreisdirektor de Saverne*, (mai 1914; le 23).

tamment celles pour le *Reichstag* – que le SPD réalise des scores plus qu'honorables en Alsace Bossue, tout particulièrement dans les communes ouvrières mais aussi dans des communes plus paysannes du territoire. Il est évident que le fait de fonder notre analyse sur des résultats d'élections ne peut qu'être partiellement représentatif de la réalité, puisque *de facto* les étrangers – même s'ils sont très minoritaires en Alsace Bossue – et surtout les femmes ne peuvent voter²⁸. Cependant faute de mieux, nous devons nous en contenter. Ainsi cette assise électorale certaine, loin de pouvoir prouver l'existence d'une forme d'organisation du parti social-démocrate qui semble illusoire ou même d'associer chaque vote à une adhésion aux idées de la social-démocratie, peut indiquer cependant l'existence d'un terreau fertile aux idées communistes de l'après-guerre. Le « noyau dur » est constitué par les communes composées d'une majorité d'ouvriers (particulièrement dans les vallées de l'Eichel et de la Sarre), qui pour la plupart garderont leur « couleur rouge » durant l'entre-deux-guerres. Dans la période d'après-guerre, la question de l'autonomisme, la scission provoquée par Charles Hueber et ses partisans en 1929, et surtout la faiblesse structurelle et organisationnelle chronique du PCF dans ce territoire, vont amener progressivement sa marginalisation jusqu'en 1939.

Pierre KRIEGER

Autour du centenaire de la révolution russe

Tout au long de l'année 2017, le centenaire de la Révolution russe a donné lieu à de multiples conférences, expositions, projections de films et bien entendu à la parution de nombreux ouvrages. Parmi ceux-ci, des rééditions - *Dix jours qui ébranlèrent le monde* de John Reed, *Histoire de la Révolution russe* de Léon Trotski, *L'an I de la révolution russe* de Victor Serge, ou encore *La révolution russe* de Rosa Luxemburg (présentation de Gilbert Badia); des choix de textes: *Lénine dans la Révolution* de Francis Combes et Guillaume Roubaud-Quashie, *La révolution, le féminisme, l'amour et la liberté*, écrits d'Alexandra Kollontai, choisis et présentés par Patricia Latour; des souvenirs de contemporains des événements.¹ Parmi ceux-ci, *Six mois rouges en Russie*, de la journaliste et féministe américaine Louise Bryant. Arrivée avec son compagnon John Reed à Petrograd en septembre 1917, elle rédige 31 articles sur la vie quotidienne et les aspirations des gens, la condition féminine, le comportement des dirigeants dont elle trace plusieurs portraits. De retour aux Etats-Unis en février 1918, elle publie son livre en octobre de la même année et milite pour que les Américains soutiennent la république soviétique. En 1924 paraissent en français les souvenirs d'Emma Goldman intitulés *L'agonie de la Révolution- Mes deux années en Russie 1920-1921*. Née en 1869 dans l'actuelle Lituanie (à l'époque en Russie), elle part à 16 ans pour New-York; militante anarchiste, elle est condamnée en 1917 à trois ans de prison pour propagande anti-guerre avant d'être expulsée des Etats-Unis en décembre 1919 vers la Russie. En décembre 1921, elle quitte la Russie, ayant, écrit-elle, « trouvé la réalité des choses tout à fait contraire à l'idéal qui m'avait portée aux plus grandes espérances (...) Je me battais désespérément contre la désillusion (...) Puis vint Cronstadt. ce fut le tournant décisif. Cronstadt ajouta la dernière touche à ma terrible prise de conscience: la Révolution russe était bien morte. »

.....
¹ A partir de cette phrase, il s'agit d'ouvrages que nous avons consultés, sans prétendre, bien entendu, à l'exhaustivité

2. Mais quid de sa naissance et de ses développements ?

Le catalogue de l'exposition «Et 1917 devient Révolution», exposition organisée l'an dernier à Paris par la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) de l'Université Paris-X Nanterre (Direction: Carole Ajam, Alain Blum, Sophie Coeuré, Sabine Dullin) retrace les événements en cinq parties: après une présentation de l'année 17 de février à octobre, suit celle d'une société russe durement éprouvée par le conflit mondial³; puis comment l'évènement révolutionnaire se propage dans l'Empire (Ukraine, Caucase, Finlande...), la perception en France des révolutions russes, et enfin le mythe de «la grande lueur à l'est» ou comment commémorer et imaginer la Révolution.

Les débats autour de cette année 1917 se retrouvent bien entendu dans plusieurs ouvrages parus l'an dernier: Nicolas Werth dans *Les Révolutions russes* rappelle que les interprétations libérale et marxiste des révolutions russes⁴ sont remises en cause, d'une part en ce que l'option libérale était bien usée avant 1917, d'autre part en ce que la société russe était traversée par bien d'autres lignes de fracture que celle opposant le prolétariat à la bourgeoisie (Russie urbaine et Russie rurale par exemple), enfin en ce que le caractère monolithique du parti bolchévique est une fiction. Si l'auteur maintient le caractère de coup d'Etat d'octobre 17, il en souligne la toile de fond, celle d'une vaste révolution sociale multiforme et autonome. Il rejoint sur ce point Marc Ferro qui dans son livre de 1980 réédité *Des Soviétiques au communisme bureaucratique. Les mécanismes d'une subversion* qualifie Octobre à la fois d'une seconde révolution et d'un coup d'Etat fomenté par les bolcheviks. Il souligne par ailleurs que dès février 17 tous les grands partis se sont efforcés de «coloniser» les institutions autonomes telles que les comités d'usine ou de quartier, qui se grefferont avant Octobre sur le parti bolchévique. Dans *1917 La Russie et les Russes en Révolu-*

tions, Alexandre Sumpf, dans sa conclusion, qualifie les révolutions russes de 1917 «de polymorphes, à la fois élitaires et populaires, nationales et locales, centralisées et éclatées, politiques et sociales. Février impose la démocratie, et offre le droit de cité au peuple, l'été signe les premières violences, avant qu'octobre n'instaure la dictature au nom d'une classe.» Le lien Octobre-dictature ne fait pas de doute pour Nicolas Werth, tandis que Marc Ferro souligne que la terreur commence sous Lénine, tout en relevant que jusqu'en 1918, voire 1919, soviets, comités d'usine, conseils d'université avaient un pouvoir réel, mais la double bureaucratisation par le bas et par le haut de ces instances les privera de leurs pouvoirs, ouvrant la voie à l'institutionnalisation du bolchevisme et au totalitarisme (dégénérescence des syndicats, négation de la démocratie politique à l'extérieur et à l'intérieur du parti, ignorance des pratiques démocratiques dans le parti de la part de Lénine, pouvoir du parti s'appliquant à tous les champs de la vie politique et sociale, excluant de concevoir toute diversité⁵). Le philosophe Lucien Sève, dans *Octobre 17. Une lecture très critique de l'historiographie dominante* conteste le fait que Staline soit déjà contenu dans Lénine, en se basant sur les écrits de Lénine, pour qui la terreur a été imposée aux bolcheviks par des adversaires voulant écraser la révolution et rétablir l'ancien ordre social et politique, via une guerre civile voulue par les officiers supérieurs de l'armée. *Que reste-t-il de l'Octobre russe?* de Roger Martelli se demande «comment un acte d'émancipation débouche-t-il sur un système de contrainte maximale et inhumaine, puis sur un complexe socio-politique fermé, incapable de se transformer et à terme de se reproduire?». Il y a, poursuit-il, le poids des circonstances (la guerre civile, l'arriération russe, l'isolement de l'URSS) qui a lourdement favorisé une violence continue, mais aussi «quelque chose dans le corpus initial – celui de Lénine et du bolchevisme historique - qui a limité le champ d'autres choix envisageables. En outre, la mainmise stalinienne a débouché sur la mise en place d'un système et d'une

culture si fermés, qu'ils ont contredit toute velléité ultérieure de mouvement, qu'elle vienne du bas ou du haut.» En conclusion il s'interroge sur l'avenir du communisme: doit-il être «une visée, une culture ou un mode spécifique d'organisation? Le communisme politique doit-il se dissoudre dans le mouvement populaire des communs, doit-il se fondre dans une nouvelle radicalité ou doit-il s'y insérer sans pour autant disparaître? Pour subsister, a-t-il besoin d'une organisation à part (...)?».

On se souvient que les journées de Février 17 commencent par la grève et la manifestation des ouvrières du textile de Vyborg (quartier de Petrograd) protestant contre la vie chère et le manque de pain. L'ouvrage de Jean-Jacques Marie *Les femmes dans la Révolution russe* retrace l'histoire des femmes en Russie depuis l'Empire tsariste jusqu'à la période post stalinienne: au milieu du XIXe siècle, la femme russe est une esclave domestique, battue, réduite à la condition de cuisinière; l'abolition du servage en 1861 ne change pas son sort, sauf que de jeunes femmes issues de la noblesse entrent dans la révolte contre l'ordre établi, par l'étude, la lutte politique et le terrorisme⁶. La révolution de 1905 marque un tournant pour l'émancipation des femmes russes en ce que des milliers de femmes anonymes vont s'engager dans le combat social et politique. La révolution de 1917 reconnaît aux femmes le droit de vote, le mariage civil, le droit au divorce, à l'avortement. Mais les changements concrets dans la vie quotidienne des femmes, qu'il s'agisse des crèches ou de la socialisation des tâches ménagères, se heurtent au poids des traditions et de l'analphabétisme dans les campagnes ainsi qu'au manque de moyens dans une Russie devenue exsangue à la fin de la guerre civile. La NEP va provoquer la fermeture de crèches et de cantines publiques, la pauvreté et le chômage pour les femmes. En outre, au sein du parti, les revendications des femmes peuvent être considérées comme «non prioritaires» eu égard

⁶ Sur ce sujet, on renvoie à Vera Figner, *Mémoires d'une révolutionnaire*. Née en 1852, cette jeune aristocrate participera aux attentats organisés par le parti «Terre et liberté» puis «La Volonté du Peuple», notamment l'assassinat d'Alexandre II le 1^{er} mars 1881. Elle sera condamnée en 1884 à vingt-cinq d'emprisonnement.

² Extrait de la préface à la première édition américaine de 1922.

³ Voir sur ce sujet Alexandre Sumpf, *La grande guerre oubliée. Russie, 1914-1918*, Paris, 2014.

⁴ Pour février et octobre.

⁵ Marc Ferro cite la résolution du 5^e Congrès des Soviets de juillet 1919, selon laquelle «le parti dirige, commande et domine tout l'appareil d'Etat».

aux objectifs généraux du parti. La période stalinienne marquera le retour du culte de la famille (campagne de presse contre l'avortement en 1930, divorce payant à partir de 1934, annulation du divorce sur simple demande en 1936, interdiction de l'avortement assortie de sanctions pénales en 1936). Au plan politique, le Jenotdiel, créé en août 1919 (section femmes du Comité central du parti bolchevik) chargé de développer le travail du parti chez les femmes et toutes ses sections sont supprimés en 1930. Quant au droit du travail, il rétablit le travail de nuit des femmes en 1927. Selon l'auteur, l'Union Soviétique a définitivement désacralisé le mariage, et dans la Russie actuelle, plusieurs mesures de la révolution visant à l'émancipation de la femme subsistent : le mariage civil, le divorce et un congé maternité protecteur, mais le droit à l'avortement est en revanche menacé, notamment par l'Église orthodoxe.

La guerre civile, qui a ravagé la Russie, est l'objet d'un autre ouvrage de Jean-Jacques Marie, *La Guerre des Russes blancs. L'échec d'une restauration inavouée. 1917-1920* qui, après un préambule intitulé « Qui sont les Blancs? », retrace le fil des événements avant d'examiner, dans le chapitre final, les causes de leur défaite, à partir notamment de témoignages issus du camp des Blancs. Il y a certes des facteurs militaires : la division des armées blanches et le manque de coordination de leurs actions face à une Armée Rouge obéissant à une volonté unique et centralisée ; une intervention militaire des Alliés (bien conscients des « dangers du communisme ») amoindrie par la crainte d'une révolution sociale dans leurs propres pays ; mais l'auteur voit surtout des facteurs politiques. La proclamation de rétablir une Russie une et indivisible fait apparaître les Blancs comme partisans d'un retour à l'ordre tsariste renversé en 1917, niant la structure fédérale de l'État, ce qui leur aliène Polonais, Baltes, Ukrainiens, Géorgiens, pourtant hostiles aux bolcheviks, mais réticents à soutenir un mouvement opposé à leur indépendance. S'y ajoutent l'absence de programme social et politique (le règlement de la question agraire est renvoyé à une lointaine Assemblée Constituante), les violences exercées contre les paysans dans les zones

contrôlées par les armées blanches, l'incapacité des chefs blancs à comprendre que les bolcheviks sont poussés par une immense vague sociale⁷. Au total, les Blancs apparaissent à la masse de la population, à majorité paysanne, comme « les restaurateurs d'un ordre fracassé. » La crainte des Alliés d'une révolution sociale en Europe occidentale en cas d'intervention militaire massive en Russie nous renvoie d'une part au « souffle d'octobre 1917 », d'autre part à « La grande lueur à l'Est ». Dans *Le souffle d'Octobre 1917. L'engagement des communistes français*, Bernard Pudal et Claude Penner, à partir d'autobiographies de militants-militantes communistes rédigées dans les années 30 pour la sélection des cadres du parti, analysent la diversité des parcours qui relayaient « la force propulsive d'Octobre 17 ». Pour les auteurs, « ces hommes et ces femmes croyaient à la réalité de la révolution communiste en URSS, désiraient s'en inspirer et la défendre contre ses détracteurs et ses ennemis. » Pour eux, « l'espoir qu'une société nouvelle voit le jour en URSS est chevillé au corps ». L'ouvrage de Sophie Coeuré *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique 1917-1939*⁸ se propose d'analyser l'image de l'Union soviétique en France, à travers les procédures destinées à la rendre positive et comment celle-ci se forme. Deux « mythographies soviétiques » de l'entre-deux guerres sont décrites et opposées : la première, « celle d'un espace politique nouveau, étant ni la Russie, ni l'Europe, mais abritant une autre civilisation, née d'une idéologie, créant un « homme nouveau », appelée à se diffuser hors de l'URSS » ; la deuxième « refusant l'idée d'un monde cohérent né de la Révolution, et disjoignant ce qui relevait de l'idéologie marxiste et ce qui faisait partie de l'héritage impérial russe. » Deux

⁷ L'auteur souligne que les chefs blancs n'évoquent jamais les mesures économiques, politiques et sociales prises par les bolcheviks : séparation de l'Église et de l'État, de l'Église et de l'école, abrogation des castes et des classes, socialisation de la terre, droit de vote pour les femmes, divorce par consentement mutuel, constitution d'une banque centrale, nationalisation de plusieurs grandes entreprises, interdiction du travail de nuit dans l'industrie pour les femmes et les jeunes de moins de seize ans, annulation de la dette étrangère.

⁸ Réédition en 2017 d'une première parution en 1999.

derniers ouvrages nous présentent l'image de la Révolution russe telle que diffusée en Russie même. Alain Gesgon dans *1917-2017 Sur les murs du fil rouge* - édité à l'occasion de l'exposition organisée l'an dernier à l'espace Niemeyer pour le centenaire de la Révolution d'Octobre, présente, traduit et commente une sélection d'un peu plus d'une centaine d'affiches écrites en russe, ukrainien, bulgare, diffusées entre 1917 et 1923. L'ouvrage collectif de Gianni Haver (Dir.), Jean-François Fayet, Valérie Gorin et Emilia Koustova, *Le spectacle de la Révolution. La culture visuelle des commémorations d'Octobre* montre que cette commémoration s'inscrit dans une volonté politique d'unifier, de légitimer et de mobiliser. L'idée du bilan est au cœur des commémorations, la mise en scène des succès de la Révolution servant à mobiliser pour les luttes à venir. Il analyse la « fabrique » de la culture commémorative d'Octobre et son usage dans l'histoire : de l'espace urbain aux actualités filmées et à la philatélie, de la peinture et du cinéma aux livres pour enfants. L'une des conclusions est que dans la Russie poutinienne une nostalgie post-soviétique revêt plusieurs formes : mélancolique, avec les commémorations non officielles d'Octobre, virtuelle avec Internet, mercantile avec des logiques marketing construites sur la nostalgie de l'URSS.

Si la Révolution russe a donné lieu l'an dernier en Russie à des expositions et des colloques, il n'était pas dans les intentions du pouvoir de « célébrer » le centenaire d'Octobre pour ne pas diviser la population sur un sujet sensible. Le 7 novembre 2018, fut organisé sur la Place Rouge à Moscou un défilé commémorant notamment celui de l'Armée Rouge le 7 novembre 1941 avant son départ pour le front combattre les nazis et aussi les soldats russes combattant les armées napoléoniennes en 1812⁹. L'idée est de commémorer la grandeur de la Russie à travers les grands événements comme la Grande guerre patriotique (1941-1945) ou de grandes figures comme, par exemple, celle de Joseph Staline parce qu'associé à la victoire de la Grande guerre patrio-

⁹ Information donnée par Madame Emilia Koustova lors de sa conférence sur la Révolution russe le 4 décembre 2017 au Palais universitaire de Strasbourg.

tique, les crimes de la période stalinienne passant au second plan.
Michel ROTH

BREM Fernand

François Igersheim nous a fait parvenir cette très brève notice. Un texte plus complet sera prochainement disponible sur le site du Maitron-en-ligne.

Fernand Brem, militant syndical, historien du mouvement ouvrier (1940-2018)

Fernand Brem est décédé le 25 mai dernier. Il avait 78 ans. Professeur de Lycée professionnel, Fernand avait été, dans les années 70 à 80, secrétaire départemental des professeurs de Collèges techniques et CFA du SGEN Bas-Rhin, membre du bureau de l'Union départementale CFDT 67 et de l'Union locale de Molsheim-Erstein, avant d'être militant de l'Union des retraités. Il a été l'infatigable historien et coordinateur des biographies CFDT du Dictionnaire du Mouvement Ouvrier Maitron, auteur et coauteur de 44 biographies de militants alsaciens CFTC et CFDT. Il a maintenant rejoint le cercle des camarades dont il avait maintenu vivante la mémoire.

CLAD François, Joseph

François Clad est né le 8 avril 1927 à Sarrebourg (Moselle). Il est mort en novembre 2017. C'était le fils unique d'un chef de chantier dans une entreprise de réfection des voies ferrées. Ses parents et lui-même furent expulsés de Moselle annexée de fait par les Nazis en 1940 et se réfugièrent à Lectoure (Gers) où fit François fit ses études secondaires. Revenu à Sarrebourg en 1945, il fit ses études d'histoire et de géographie à la Faculté des Lettres de Strasbourg jusqu'à un Diplôme d'études supérieures consacré à la politique sociale de l'Église de l'encyclique *De Rerum Novarum* (1891) à l'encyclique *Graves de Communi* (1901), puis une thèse de doctorat sur «La verrerie de Saint-Quirin au XVIII^e siècle». Reçu au CAPES, il exerça au lycée de Saint-Avold (Moselle) à partir de 1955, puis au lycée Kléber de Strasbourg de 1969 à sa retraite en 1992. En 1976, il avait obtenu l'agrégation d'Histoire par promotion interne et fut chargé de la classe préparatoire à l'école

des Hautes Études commerciales. Il avait épousé en 1952 Paulette Rémy, institutrice : ils eurent trois enfants. De 1945 à 1951, François Clad contribua à Sarrebourg à la relance des Scouts de France. Il fut en même temps l'un des animateurs du «Groupe catho» de la Faculté des Lettres de Strasbourg et y présida en 1949-1950 la Corpo des Lettres qu'il représentait à l'AFGES alors adhérente à l'UNEF. Dès son premier poste de surveillant d'externat au collège de Phalsbourg en 1953, il adhéra au SGEN -CFTC. En 1954, il devint responsable SGEN des stagiaires CAPES du Centre pédagogique régionale. Secrétaire d'établissement au lycée de Saint-Avold dès 1955, il entra en 1958 au bureau départemental du SGEN de Moselle et devint en 1968 responsable de son secteur du Bassin houiller, où il fut l'un des animateurs des grèves de Mai 68.

Sur le plan national, en septembre 1962, lors de la session de Berville, il présenta un historique de la CFTC qui posait le problème de la déconfessionnalisation. Il fut également le rapporteur de l'équipe mosellane chargé de la réflexion à ce sujet. En 1964, après la transformation confédérale en CFDT, il entra dans son conseil de l'UD de la Moselle. La même année, il fut élu au comité national du SGEN et en 1966 à la commission nationale pédagogique. Il faisait également partie des commissions paritaires académiques et nationales des certifiés, puis des agrégés.

Dès son arrivée à Strasbourg en 1969, François Clad devint secrétaire départemental du SGEN du Bas-Rhin et secrétaire académique adjoint chargé du Second Degré. De 1971 à 1977, il fut secrétaire académique du SGEN. Le décret du 3 juillet 1974 avait amorcé une réforme du statut scolaire local d'Alsace et de Moselle en abolissant l'obligation faite aux maîtres du primaire d'enseigner la religion. Il le défendit contre les attaques de la FEN qui contestait le maintien de l'enseignement religieux dans les horaires et les locaux scolaires. À la suite d'un différend avec un membre du bureau académique, il fut remplacé comme secrétaire académique en 1977 par Gérard Wurtz. Il continua cependant à militer au SGEN au sein de son établissement et au sein du conseil syndical. Après son départ à la retraite en 1992, il devint

secrétaire de la section des retraités SGEN de l'académie de Strasbourg. Clad assumait en outre des responsabilités dans d'autres domaines : responsable du camp familial d'été du Club alpin de Strasbourg, président du conseil de fabrique de sa paroisse, président de la Paroisse universitaire du Bas-Rhin (1981-1988), conseiller municipal de Mittelhausbergen à partir de 1989.

Source: Notice Clad François, de Madeleine Singer dans «maitron-en-ligne»

Léon Strauss

DUPUY Jean-Marie

Jean-Marie Dupuy, né le 9 juillet 1938 à Mulhouse (Haut-Rhin), mort le 6 février 2018 à Strasbourg (Bas-Rhin). Professeur d'histoire-géographie, militant syndical du SNES, membre du PCF, élu municipal communiste et 3^e adjoint au maire de Schiltigheim de 1977 à 1989, délégué à Communauté urbaine de Strasbourg de 1983 à 1989.

Son père, André, était greffier au tribunal de Mulhouse. Sa mère s'appelait Joséphine Dapp. Jean-Marie avait une sœur.

En 1939, son père avait été chargé de transporter les archives du tribunal à Pau. Il installa sa famille près de Castelsarrazin, à Castelferrus (Tarn-et-Garonne). Jean-Marie ne revint en Alsace qu'à l'âge de 8 ans. Il fit études à Brumath, puis au collège Pasteur de Strasbourg, enfin au lycée de Haguenau. Il passa le bac en et entreprit des études d'histoire à l'université de Strasbourg, où il découvre l'œuvre de Marc Bloch et apprécie les cours de Claude Cahen*. J.-M. pratiquait le volley-ball depuis son enfance. Il fit partie de l'équipe universitaire qui alla jusqu'en nationale 2. Il pratiqua ce sport tant qu'il le put.

Il obtint sa licence d'histoire à l'Université de Strasbourg en 1959 et obtint une bourse d'études d'un an comme assistant de recherches à l'UCL, le Collège Universitaire de Londres. Le décès prématuré de son père, à l'automne 1958, le contraignit à interrompre ses études pour gagner sa vie. Il devint donc adjoint d'enseignement (AE) au lycée Fustel de Coulanges à Strasbourg en 1960. Son éveil politique se fit au moment du putsch des généraux, en avril 1961. Il chercha à prolonger son sursis et s'inscrivit à la PMS, dont il

démissionna en 1962, lorsque la coopération militaire fut instituée. En 1964, alors que la guerre venait tout juste de se terminer et que l'indépendance se mettait en place dans des conditions difficiles, il choisit la coopération en Algérie, et fut nommé au lycée technique de Dellys, ville portuaire de la Grande Kabylie, au nord d'Alger. Il rentra en 1966, persuadé que l'Algérie était mal partie, et reprit son poste à Strasbourg. Devenu certifié en 1970, il fut nommé au lycée de Haguenau, où il exerça pendant deux ans avant d'être muté au lycée Pasteur de Strasbourg. En 1972 l'École militaire de Strasbourg le sollicita pour un contrat de 5 ans, qui, arrivé à échéance en 1977, ne fut pas renouvelé, les autorités militaires ayant pris connaissance de son appartenance politique. Un inspecteur de l'Éducation nationale se rendit dans sa classe et assista à la présentation d'un montage audio-visuel sur la Commune de Paris que J.-M. avait réalisé avec ses élèves du temps où il enseignait à Haguenau. Le journal *Le Monde* fit état de sa protestation le 6 juillet 1977. Après un court passage dans un collège de la périphérie de Strasbourg, il retrouva un poste au lycée Pasteur, où les classes européennes lui furent confiées, pour des cours d'histoire en anglais. Il prit sa retraite en 1998. Ses anciens élèves s'accordent à reconnaître en lui un pédagogue capable de les entraîner avec passion, en leur posant clairement les principes du matérialisme historique qui le guidaient.

Jean-Marie Dupuy fut un militant syndical du SNES, responsable de sa section locale et membre de la CA académique de Strasbourg, tendance Unité-Action, dès son retour d'Algérie.

Il avait adhéré au PCF en 1966, à la cellule des enseignants, dirigée par son collègue et ami Jean Baudry. Il s'acquitta de ses cotisations jusqu'à sa retraite, en 1998. Ce n'était pas un homme d'appareil. Il préférait le terrain. Il fut élu au conseil municipal de Schiltigheim en 1977, sur la liste d'union du socialiste Alfred Muller. Il devint 3ème adjoint, chargé des questions scolaires. Il associa à son travail les parents d'élèves, la fédération des Œuvres laïques (dont le siège se trouvait à Schiltigheim) et s'attacha à ce que chaque élève puisse partir au moins une fois en classe verte ou classe de neige. Il batailla aussi pour la créa-

tion de cantines scolaires. Il fut réélu en 1983, conserva son poste d'adjoint et devint même délégué à la Communauté urbaine de Strasbourg. Toutefois, en 1986, le maire Muller lui retira la signature sur un désaccord politique, J.-M. ayant voté pour la gratuité des garderies scolaires, contre l'avis du maire. J.-M. mena les négociations pour une liste de gauche en 1989, mais celle-ci fut un échec. Il accepta de faire partie en 2014 de liste Front de gauche, dans un rang inéligible.

Il avait épousé en 1970 Hiltraud Engelhardt, de nationalité allemande, qui devint professeur des universités à Reims, en linguistique allemande, après un début de carrière à Strasbourg rendu difficile par la non-reconnaissance des diplômes étrangers aux candidats à la fonction publique.

Le couple se retira à Rombach-le-Franc (Vosges) au moment de la retraite.

Chevalier de l'ordre des Palmes académiques.

Sources

- *Le Monde* (6/7/1977) ; entretien avec son épouse le 13 avril 2018 ; notes de Marc Baader.

Françoise Olivier-Utard

KINTZ Jean-Pierre

Jean-Pierre Kintz, professeur honoraire d'Histoire Moderne à l'Université de Strasbourg, est mort en février dernier peu après la parution de son grand ouvrage sur la conquête de l'Alsace par Louis XIV. Il avait, dans les années 60, rédigé d'assez nombreuses notices du Maitron dans sa quatrième série (1919-1939), concernant des Alsaciens et Alsaciennes, syndicalistes chrétiens et militantes d'associations de sages-femmes Ses travaux sur la presse strasbourgeoise de 1848 à 1870 ont enrichi nos connaissances sur les « démocrates socialistes » bas-rhinois sous la Seconde République. Président de la Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace, il joua avec la gentillesse et l'élégance qui le caractérisaient un rôle décisif dans l'adhésion de notre association dans cette organisation.

Léon Strauss

UNGERER Jacques, Alfred

Né le 10 octobre 1927 à Strasbourg (Bas-Rhin), mort le 31 janvier 2018 à Strasbourg ; professeur d'histoire et de géographie dans le Bas-Rhin ;

syndicaliste SNES et FEN, puis, depuis 1992, SE-FEN et UNSA : secrétaire académique du SNES de l'académie de Strasbourg (1965-1988), secrétaire départemental de la FEN du Bas-Rhin (1964-1988).

Jacques Ungerer était le fils d'un petit industriel (horlogerie). Il fut élève du Gymnase Protestant de Strasbourg de 1933 à 1939, puis en 1939-1940 du lycée de garçons de Saint-Dié (Vosges) à cause de l'évacuation de Strasbourg. Dans l'Alsace annexée, germanisée et nazifiée, il continua ses études en allemand au Jakob Sturm Gymnasium de Strasbourg de 1940 à 1944. Il retrouva l'enseignement français après la Libération et passa son baccalauréat en octobre 1945. Il fit des études d'histoire et de géographie à la Faculté des Lettres de Strasbourg et obtint la licence d'histoire en 1949 et le diplôme d'études supérieures en 1951. Après le service militaire, il fut surveillant (1953-1954), puis maître auxiliaire (1954-1955) au collège de Bouxwiller (Bas-Rhin). Professeur certifié en 1956, il enseigna successivement à Bruyères (Vosges), puis à Barr (Bas-Rhin). Reçu à l'agrégation d'histoire en 1958, il fut muté au lycée de garçons de Haguenau (Bas-Rhin), puis au lycée Fustel de Coulanges à Strasbourg (1959-1988).

Syndiqué au SNES dès 1953, Jacques Ungerer fut secrétaire de la section SNES du lycée de Haguenau, puis en 1959 secrétaire départemental du SNES, bientôt secrétaire administratif de la section académique. En 1965, lors de la fusion du SNES et du SNET, il fut élu secrétaire académique du nouveau SNES, mais Jules Longechal* porta alors encore sur ses épaules une grande partie des responsabilités et du travail. Secrétaire départemental adjoint de la FEN, il succéda à Longechal comme secrétaire départemental. Avant la grande manifestation du 13 mai 1968, il prit la parole place de l'Université au nom de la FEN. Plus tard, il y ajouta la fonction de délégué académique FEN. Il exerça ces responsabilités jusqu'à son départ à la retraite (1988). Il s'est toujours réclamé de la tendance « autonome », puis UID. Sur le plan national, il fut suppléant à la CA du SNES, au conseil national de la FEN et à la commission paritaire nationale des agrégés. Une fois retraité, il entra en 1990 au Conseil économique et social d'Alsace, au titre de la FEN, puis de l'UNSA. Il fut membre de la

commission exécutive départementale du Bas-Rhin de la Fédération Générale des Retraités.

Il avait épousé en 1954 Arielle Seydoux, chercheuse en neurobiologie, directrice de recherche au CNRS jusqu'en 1999. Le couple eut quatre enfants.

Sources : Pierre Feuerstein, *Printemps de révolte à Strasbourg*, Mai-juin 1968, Strasbourg, 1968, p.33. — Nouveau Dictionnaire de Biographie alsacienne, fascicule n° 37, Strasbourg, 2001, p.3957. — Notes de Jacques Ungerer.

<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article171471>

Léon Strauss

THOMAS Wendelin

Né à Thionville en 1884, mort à Kearny (USA) en 1956.

Wendelin Thomas était le fils de Wendelin Thomas (7 octobre 1860 Schleitalhsland Elsass-Lothringen, - 3 octobre 1935 Altenstadt, France) et de Marie Anne Rohmer (20 août 1858 Oberseebach, Reichsland Elsass-Lothringen / 31 août 1945 Altenstadt, France). Selon l'usage ses parents s'étaient mariés dans la commune de la jeune femme à Oberseebach le 27 août 1934). La famille était nombreuse, elle comptait sept enfants : cinq garçons et deux filles. Son père, ouvrier agricole au moment de sa naissance, fut par la suite conducteur de locomotive à Altenbach, près de Wissembourg, les deux communes sont fusionnées de nos jours. Sa famille était comme nombre des habitants d'Alsace du nord, originaire du tout proche Palatinat d'où elle avait émigré à la fin du XVIII^e siècle. Il fréquenta l'école primaire à Thionville puis à Wissembourg. À sa sortie de l'école il devint mousse puis matelot dans la marine marchande à Hambourg. Au début des années 1900, il y travaillait comme ouvrier dans la construction navale. Il se maria en 1907, se syndiqua en 1910 et entra au SPD la même année.

Wendelin Thomas fit la guerre dans la marine de guerre allemande, notamment sur le cuirassé Kaiser qui avait son port d'attache à Wilhelmshaven dans l'Oldenburg, sur la Mer du nord l'un des principaux ports de guerre de l'empire avec Kiel, sur la Baltique. Le port de Wilhelmshaven, de construction relativement

récente, était ultra-moderne. Wendelin Thomas participa à l'agitation contre la guerre sur son bateau en liaison avec le socialiste de gauche Bernhard Kuhnt et le groupe radical des communistes hambourgeois dirigé par Heinrich Laufenberger. Son navire fut l'un des premiers navires à se soulever, après ceux de Kiel, à la fin du mois d'octobre 1918, mouvement à l'origine de la révolution allemande de novembre 1918 qui précipita la fin de la guerre, provoqua l'abdication de l'Empereur et la proclamation de la République.

À partir de Kiel et Wilhelmshaven, les marins révolutionnaires qui se déplaçaient en train essaimèrent dans toute l'Allemagne. Wendelin Thomas revint en Alsace et à Strasbourg où il prit une part très active au développement du mouvement des conseils de soldats et d'ouvriers. Il fut à Strasbourg le porte-parole de son aile la plus radicale, en opposition avec les sociaux-démocrates strasbourgeois emmenés par Jacques Peirotes qui venait d'y être nommé maire, favorable lui au retour à la France mais aussi avec une minorité parmi les socialistes strasbourgeois, essentiellement des vieux-allemands, qui plaidait en faveur du maintien dans le cadre allemand.

Pour Wendelin Thomas : « Les matelots sont internationalistes par profession. Ce sont des généraux prussiens qui ont créé le mouvement nationaliste en Alsace. L'on a oublié ainsi l'essentiel : le sort de l'Alsace-Lorraine... Le but suprême ne doit pas être de choisir entre l'Allemagne et la France, mais de travailler à l'œuvre civilisatrice et de préparer la fraternisation des hommes ». Pour lui le drapeau rouge dont on contestait la présence tout en haut de la flèche de la cathédrale « (...) est le symbole du socialisme international, de la théorie pour laquelle la réconciliation de l'humanité est le but, qui combat le capitalisme et le profit si dommageables à la société humaine jusqu'à leur anéantissement. Que le drapeau rouge flotte sur la cathédrale est le signe que la théorie socialiste a cessé d'être une théorie pour devenir une réalité ». Pour Wendelin Thomas l'enjeu n'était pas « français, allemand ou neutre » mais l'inscription dans le projet de révolution internationale en œuvre. « L'idéal du socialisme a atteint le stade de sa réalisation (...) Le militarisme prus-

sien a été abattu et avec lui beaucoup de choses malsaines extirpées ». Les révolutionnaires ne sauraient donc accueillir avec joie l'armée française qui signifie pour les Alsaciens le retour sous le joug du capitalisme. Avec l'échec du mouvement strasbourgeois et l'entrée des troupes françaises Wendelin Thomas revint d'abord dans le nord de l'Allemagne dans l'Oldenburg. Il participa à un gouvernement révolutionnaire présidé par son ami Berhard Kuhnt. Le 11 décembre celui-ci avait proclamé le Grand-duché d'Oldenburg État libre (Freistaat). En décembre 1918 Wendelin Thomas participa au Congrès national des Conseils de soldats et d'ouvriers à Berlin comme représentant des marins. Il fut du petit nombre des *Vereinigten Revolutionäre Arbeiter* (révolutionnaires ouvriers unis) proche des spartakistes. Battu en janvier aux élections par le SPD et après l'échec d'une tentative de putsch appuyé par les marins révolutionnaires, Bernhardt Kuhnt et son gouvernement fut dissout le 29 janvier 1919. Ce fut vraisemblablement à ce moment que Wendelin Thomas choisit de rallier la République bavaroise des conseils tandis que Kuhnt retournait en Saxe, à Chemnitz dont il était originaire.

Wendelin Thomas s'engagea alors dans la république bavaroise des Conseils où il milita notamment pour l'armement du peuple. Il fut en relation étroite avec les principales figures du mouvement comme le journaliste et écrivain anarchiste Erich Mühsam, l'écrivain expressionniste Ernst Toller, ou encore d'Ernest Niekisch, futur théoricien du national-bolchévisme et éphémère successeur de Kurt Eisner à la tête des Conseils de Bavière après son assassinat le 21 février 1919. Le 2 mai 1919 la Reichswehr et les Corps francs écrasèrent dans le sang la République bavaroise des conseils. Une période d'intense répression s'ouvrit alors dans la région.

Wendelin Thomas devint, à partir du 1er septembre 1919 rédacteur en chef de *Der Volkswille* à Augsburg, journal de l'USPD qui regroupait la gauche socialiste, pour la Saxe et Neuburg. Il comptait parmi ses collaborateurs, comme critique de théâtre Bertolt Brecht. Ce dernier publia alors sous l'influence de la révolution de novembre sa pièce, *Trummeln in der Nacht*, donnée à

Munich en septembre 1922. Wendelin Thomas édita, de son côté, une plaquette consacrée à la mémoire de Kurt Eisner le leader de la République bavaroise des conseils: *Unserm Kurt Eisner zu Ehren und Gedächtnis*.

Wendelin Thomas fut poursuivi, la même année, pour diffamation par voie de presse, par le député au landtag et dirigeant du SPD Erhard Auer, qui avait été le premier ministre de l'intérieur de l'Etat libre de Bavière. Ernst Toller écrira à son sujet, dans *Eine Jugend in Deutschland*, (Amsterdam 1933), qu'il était «Le führer de la droite socialiste». Wendelin Thomas était défendu par l'avocat Max Hirschberg qui commençait alors à s'illustrer comme défenseur des militants de gauche avant de devenir l'une des figures de l'opposition au nazisme. Celui-ci dans ses mémoires se souvient dans des termes peu flatteurs de Wendelin Thomas comme d'un «type particulièrement stupide (*dummel*)»!

En juin 1920, il se porta candidat pour l'USPD, et fut élu au Reichstag dans la 27^e circonscription de Haute Bavière-Souabe. Il exerça ce mandat jusqu'à son terme en 1924. A la fin de l'année 1920 il adhéra au Parti communiste unifié d'Allemagne (*Vereinigte Kommunistische Partei Deutschland*), conséquence de la fusion du KPD et de l'aile gauche majoritaire de l'USPD. Wendelin Thomas participa à son Congrès de fondation.

En mars 1921 la *Neue Zeitung* à Munich, organe du KPD en Bavière, le nomma rédacteur en chef. En avril 1921, il fut condamné à deux ans de prison pour «incitation à la lutte des classes» et emprisonné d'avril à octobre malgré son immunité parlementaire par un tribunal bavarois. Il ne fut libéré que sous la pression du Reichstag.

Parlementaire très actif au Reichstag, il prenant régulièrement la parole et souvent assez longuement. La doctrine communiste voulait que l'on se servît du Parlement d'abord comme d'une tribune, position qu'il théoriserait ultérieurement dans l'article «Revolutionary parliamentarism» publié en 1935 dans le numéro 12 de la revue new-yorkaise, *Proletarian Outlook*. Il intervenait d'abord et surtout pour dénoncer la répression dont étaient victimes ses camarades de parti, sa presse, les procès qui leur étaient intentés et pour

proclamer sa foi dans la lutte pour l'émancipation des travailleurs et son attachement à l'internationalisme prolétarien. Il prenait naturellement position naturellement sur les questions qui portaient sur la marine et les transports fluviaux. Mais il se prononça également sur des sujets comme le droit à l'avortement sur lequel il apparut en pointe. En 1923, il s'impliqua dans la préparation de l'insurrection communiste connue sous le nom d'«Octobre allemand» organisée par le KPD et l'Internationale communiste qui pensaient la situation mûre pour une prise du pouvoir en Allemagne. Le projet d'insurrection fut annulé au dernier moment, mais Hambourg se souleva, ses dirigeants n'avaient pas été prévenus. Ce fut un fiasco. Wendelin Thomas se trouvait vraisemblablement alors à Hambourg, ou au moins était en relation étroite avec les communistes de la ville. En effet, il fut élu en mai 1924 sur la liste nationale (*Reichstagsvorschlag*) proposée par le KPD et figurait sur les registres du parlement comme marin de profession et rédacteur de la *Schiffsfahrtwarte*, organe de la fédération des marins allemands (*Deutschen Schifffahrtsbundes*) dont le siège était à Hambourg.

Ce nouveau mandat de député fut de courte durée, l'assemblée ayant été rapidement dissoute. Il ne fut pas réélu lors du nouveau scrutin de décembre 1924. Il passa alors dans la clandestinité et remplit entre 1925 et 1928 différentes missions à l'étranger pour l'Internationale communiste dont il était devenu permanent. Il fut arrêté le 2 octobre 1928 à Hambourg et emprisonné de nouveau de 1928 à 1930, puis bénéficia d'une amnistie. Il prit ses distances avec le KPD au début des années trente. En 1933 il émigra aux États-Unis vraisemblablement avec le concours des marins syndicalistes de l'anarchisante *International Worker of the World* dont il s'était rapproché.

Il participa en 1935 à la commission d'enquête formée par le philosophe américain Dewey en réponse au procès de Trotski organisé par Staline à Moscou. Il fut membre de la deuxième commission préparatoire qui enquêta aux États-Unis et de la Commission plénière. Il s'y retrouvait aux côtés de figures prestigieuses du mouvement ouvrier international comme Carlo Tresca, Otto Rühle, Alfred Rosmer ou encore

de libéraux au sens américain comme Edward Alsworth ou John Chamberlain. Il y prit une part très active et interpella vivement Trotski sur la répression du soulèvement des marins de Cronstadt. Trotski lui répondit longuement en allemand en lui précisant qu'il considérait que la question n'était pas en relation directe menée avec l'enquête de la commission. La commission conclut à la non culpabilité de Trotski et démonta avec minutie les impossibilités, contradictions et contre-vérités des accusations portées par Moscou et qualifia le procès fait à Trotski d'imposture.

Il vécut d'abord à New York, puis dans la petite ville industrielle Kearny, dans le New Jersey, à une trentaine de minute. Ses conditions de vie y furent très précaires. Il dormit un temps dans la salle de conférence de l'une des associations qu'il animait. Son ami Walter Boelcke, socialiste allemand établi à New York depuis 1925, lui assura un minimum de revenus en l'embauchant dans l'une de ses maisons d'éditions musicale.

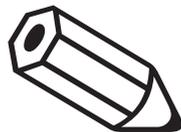
Il continua à militer activement dans les cercles communistes de gauche antistaliniens et les milieux antifascistes, très actif notamment dans la *Proletarische Gemeinschaft* qui fédérait une cinquantaine d'associations antifasciste new-yorkaises de langue allemande. L'objectif de l'association était de réunir l'ensemble des forces antinazies: communistes, sociaux-démocrates, anarchistes, trotskystes. Il s'engagea dans la publication de la revue en langue allemande *Kampfsignal*, organe qu'il codirigea avec Walter Boelcke. En 1935 lui succéda une revue ronéotée de langue anglaise *Proletarian Outlook* qui parut à New York jusqu'en 1939 à laquelle il collabora également. En 1940 il intervint pour faciliter l'immigration aux États-Unis de Ruth Fischer et Arkadi Maslow, deux dirigeants de l'opposition de gauche au sein du KPD. Ce fut en vain pour le second. Après la guerre toujours très actif dans les cercles de gauche de l'émigration allemande il mena avec le dirigeant anarchiste Rudolf Rocker et le mathématicien antifasciste Emil Gumbel une inlassable campagne pour défendre Zenzl Mühsam, veuve du dirigeant anarchiste des Conseils ouvriers de Bavière, Erich Mühsam assassiné en 1934 par les SS au camp d'Oranienburg. Elle avait

trouvé refuge en Union soviétique où elle fut victime de la répression stalinienne. Elle résida à partir de 1954 à Berlin Est sans cependant pouvoir entretenir aucun lien avec l'Ouest. Wendelin Thomas mourut fin septembre début octobre 1956. Son épouse Friedel Thomas en informa son ami Rudolf Rocker le 20 en le remerciant pour son soutien. Il avait une fille, Lomi, qui vivait à Hambourg et un beau-frère résident à Santiago du Chili où il participait à la publication des *Deutsche Blätter*.

Sources : Dewey John, *Commission of inquiry into the charge against Leon Trotsky in the Moscow trial*, New York, Moned Press, 1972. — Hillesheim Jürgen, *Augsburger Brecht-Lexikon. Personen, Institutionen, Schauplätze*, Würzburg : Königshausen und Neumann, 2000. — Hirschberg Max : *Jude und Demokrat. Erinnerungen eines Münchener Rechtsanwalts 1883 bis 1939*, De Gruyter, Oldenburg, 1998. — *Leon Trotsky exile papers, 1929-1940*, «Thomas Wendelin 3 letters to Lev Trotsky, 1937», Harvard University, Houghton Library, Cambridge, USA. — Mattick Paul, *La révolution fut une belle aventure, L'échappée*, 2913, p.122, (note115). — *Reichstags-Handbuch*, herausgeben von Reichstags-Bureau, Berlin : Reichstagsdruckerei 1920-1924. — *Rocker Paper*, Correspondance Wendelin et Friedel Thomas avec Rudolf Rocker, International Institute of Social History, Amsterdam. — Roehrig Pierre, *Généalogie Roehrig, Capion et alliés*, <http://gw.geneanet.org>, consulté le 22 juillet 2014. — *Strassburger Post*, 18 novembre 1918. — Richez Jean-Claude, *Conseils ouvriers et Conseils de soldats. Revendications de classes revendications nationales et en Alsace en novembre 1918*, Mémoire de maîtrise, Université des lettres et sciences humaines, Strasbourg, 1979. — Richez Jean-Claude, « Les marins dans le mouvement des conseils de soldats en Alsace-Lorraine » et « Wendelin Thomas, un marin sans patrie ni frontière 51884-1956 » in Jean-Noël Grandhomme, *Les Alsaciens-Lorrains dans la marine et les colonies, 1871-1918*, Metz : édition des Paraïges, 2018. — Osborne Cornelus, *The politics of the body in Weimar Republic*, Macmillan Press, Basingstoke, 1992, p. 161. — Weber Hermann, *Deutsche Kommunisten Biographisches Handbuch*, «Wende-

lin Thomas» 1918-1925, t 2, «Wendelin Thomas» Karl Dietz Verlag, Berlin, 2008.

Léon STRAUSS



Appel à contributions

Tout adhérent est un contributeur potentiel au Bulletin. N'hésitez pas à fournir des éléments de notice, voire des notices, concernant des militants qui ne figurent pas dans le *Maitron* ou des militants qui appartiennent à la nouvelle période en chantier (1968/1981). N'hésitez pas non plus à envoyer des articles ou des comptes-rendus de lecture.

Adressez

- vos documents numériques sous format Word à almemos@laposte.net
- vos documents papier à Almémos, 18, rue de l'Observatoire, 67000 Strasbourg

BERTRAND (André), SCHNEIDER (André), *Le scandale de Strasbourg, mis à nu par ses célibataires, même*, L'insomniaque, 2018.

Le titre de cet ouvrage ne laisse pas deviner l'ampleur de son contenu, c'est-à-dire l'histoire de ces étudiants de Strasbourg ayant composé les multiples mouvances qui ont combattu ou plutôt disqualifié au moyen de la dérision l'ensemble des caractéristiques de la société française des années 1960 et plus particulièrement de ses expressions culturelles. En réalité, l'excellent ouvrage des deux acteurs de la période reconstitue les débats, les actions insolites survenues autour de l'Université de Strasbourg de 1964 à 1968.

Cet ouvrage dense comportant des illustrations et des documents est préfacé par Pascal Dumontier, premier historien du mouvement et agréé par les deux auteurs. Dumontier brosse un résumé historique au niveau européen de plus de 25 pages. Les deux auteurs exposent ensuite les motivations qui les ont conduits à sortir de l'anonymat. Ils indiquent des sources obtenues auprès de certains protagonistes.

Le premier chapitre est consacré à l'événement emblématique créé par ces mouvements qualifiés globalement et abusivement de situationnistes. La réalité est plus nuancée au sein de ces groupes ou groupuscules évolutifs aux multiples facettes où les situationnistes adoués par Guy Debord n'étaient pas hégémoniques. Le 22 novembre 1966, lors de la lourde et démodée cérémonie de la rentrée universitaire traditionnelle au Palais Universitaire, des étudiants ont distribué une brochure de 28 pages intitulée *De la misère en milieu étudiant*, considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier. Une brochure censée avoir été publiée par l'UNEF et l'AFGES.

Cette action subversive et provocatrice visant à disqualifier et à ridiculiser l'institution, ses professeurs et leur enseignement a occasionné un grand émoi jusqu'au sommet de l'Etat parce qu'elle se moquait de tous les pouvoirs sur le mode de la dérision en usant de formulations scandaleuses. On y reviendra.

Ce manifeste était l'aboutissement d'actions préalables qui ont

débuté dès 1964, au sein de petits groupes d'étudiants dont la composition fluctuait. Si des noms apparaissent au fil du récit, on regrettera des manques. Alors que ces noms concernent des quasi inconnus aujourd'hui, on apprend peu de choses sur eux. Les auteurs n'indiquent que quelques bribes sur la sociologie de ces acteurs pittoresques. On devine qu'ils n'étaient pas d'origine populaire au vu de leur culture étendue, à vingt ans à peine. D'autre part, en dépit de leur vie nocturne chaotique, beaucoup ont trouvé le temps d'étudier et de passer des examens. Ces véritables intellectuels précoces ont mené des débats autour d'auteurs originaux et anticonformistes du passé. Au centre de l'ouvrage, Daniel Joubert; il a été un intellectuel de haut niveau. Il est fait allusion dans le livre aux batailles de sectes. On regrettera que le contenu soit plus allusif qu'explicite. Les auteurs n'ont pas pris en compte que leur mouvement est resté quasi confidentiel et s'adressent à des initiés.

Toutefois, le mouvement se caractérisait davantage par ses actions subversives et plus encore festives autour de la musique de jazz que par l'élaboration idéologique. Celle-ci fut néanmoins présente et en particulier dans *La Misère...* dont Debord a réclamé la paternité parce qu'il a lancé l'idée alors que le texte est l'œuvre du situationniste Khayati et de Joubert que Debord a rejeté en raison de ses activités originelles dans le protestantisme. On lira la controverse surgie à ce sujet dans les documents de la fin du livre. La suppression du travail apparaît comme l'objectif fondamental d'une société révolutionnaire. On retiendra que les jeunes étudiants cherchent leurs références dans les conseils ouvriers du début du siècle.

Pour dire en peu de mots le corpus des idées centrales, citons les phrases principales du Manifeste constamment reprises: les révolutions prolétariennes seront des fêtes ou ne seront pas... et le jeu est la rationalité ultime de la fête qui libérera du travail aliéné. Au total, un rejet catégorique de tout ce qui fonde la société libérale et capitaliste. On trouvera aussi des bribes des thèses situationnistes mais aussi d'autres courants, anarchistes et libertaires. On distingue mal ce qui caractérise précisément chaque courant, sinon que Debord dont les intrusions sont récurrentes, excommunie ceux qui

ne le suivent pas aveuglément. L'exposé des deux auteurs s'adresse trop manifestement aux témoins et pas à un public plus large.

Parmi les actions les plus caractéristiques, il y a eu d'abord les concerts de jazz, la perturbation des conférences, y compris de Henri Lefebvre et d'Abraham Moles, avec jets de tomates, celle des représentations théâtrales ou des concerts de musique.

Ces groupes ont réussi à s'emparer de l'AGFES en mai 1966 et André Schneider, plutôt libertaire, étudiant en histoire, en est devenu le président avec l'objectif déclaré de détruire l'institution après s'en être servi pour instaurer la fête perpétuelle dans le caveau de la Gallia. En novembre, l'affaire est devenue nationale alors que la police n'arrive pas à voir clair dans cette extrême confusion. Debord n'hésite pas à réclamer une part de la caisse de l'AFGES. En janvier a débuté l'imbroglio judiciaire.

On retiendra encore de ce livre qu'il révèle le talent d'écrivain de ses auteurs. Quelle belle description empreinte de nostalgie de quelques vieux quartiers de Strasbourg et plus particulièrement de ses restaurants des années 1960 situés entre la Gallia et l'extrémité sud du quai de l'Ill, en passant par le Minautore, la Victoire, etc. où les étudiants avaient leurs habitudes!

Peu d'erreurs ou de coquilles sauf à la page 253 où le chancelier Scheidemann est devenu malencontreusement Schneidermann. Au total, un livre à lire pour connaître des événements strasbourgeois ignorés et oubliés mais aussi pour sa qualité littéraire.

Alfred Wahl

Michèle AUDIN: *Comme une rivière bleue*, L'Arbalète, Gallimard

Vous ne perdrez pas votre temps en lisant le nouveau «roman» de Michèle Audin qui fut professeur de mathématiques à l'université de Strasbourg jusqu'en 2014. La lecture de *Comme une rivière bleue* publié l'an dernier par «L'Arbalète Gallimard» est une passionnante manière d'aborder l'histoire de la Commune de Paris de 1871 et des Communards célèbres et de ceux dont «personne ne se souvient».

Léon Strauss

Le drapeau rouge du passé à l'avenir *Die rote Fahne von der Vergangenheit in die Zukunft*

Il y a 100 ans le drapeau rouge flotait sur la cathédrale de Strasbourg. Le 6 novembre à Strasbourg et le 9 novembre à Darmstadt, la CGT Alsace (avec le soutien actif de la CGT Grand Est) et le DGB Südhessen se souviendront ensemble de la révolution allemande de novembre 1918 à laquelle l'Alsace-Lorraine a participé.

Au-delà du rappel d'une page importante de l'histoire du mouvement ouvrier qu'il importe de faire connaître dans notre région aux générations d'aujourd'hui, il s'agit de réaffirmer avec force que le drapeau rouge est toujours d'actualité.

Dans un contexte néolibéral où les acquis sociaux sont attaqués et réduits fortement en France, en Allemagne ainsi que dans les autres pays européens, la convergence des luttes syndicales en Europe est le moyen indispensable pour inverser le cours des choses.

Dès maintenant réservez-vous l'après-midi et la soirée du mardi 6 novembre 2018

pour participer à l'action Drapeau Rouge et contribuer ainsi à la nécessaire contre-offensive sociale.

Programme du 6 novembre à Strasbourg à l'Aubette

14 h – 17 h : Colloque historique sur la révolution de novembre 1918

17 h – 19 h : Manifestation itinérante reliant les lieux d'activité des conseils d'ouvriers et de soldats

19 h : Inauguration de l'exposition historique franco-allemande

20 h : Meeting syndical international avec Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT et Michaël Rudolf premier dirigeant du DGB des Länder de Hesse et de Thuringe La manifestation sera animée par le PTK (Prolet Tanz Klub). L'inauguration et le meeting seront accompagnées par les artistes suivants: Daniel Muringer, Liselotte Hamm, Jean Marie Hummel et Peter Kuehn Les organisations suivantes soutiennent et participeront à cette action Drapeau Rouge: FSU, Solidaires, PCF, NPA, POID, Alternative Libertaire, PCOF

De l'Allemagne à la France : le mouvement ouvrier en Alsace-Lorraine (1890-1920)

Sous la direction de Françoise Olivier-Utard

C'est sur le modèle allemand des syndicats libres et des syndicats chrétiens que naît et se développe, dans les années 1890, le syndicalisme alsacien et lorrain. Quelles en sont les formes d'organisation, qui sont les hommes qui les font vivre, quelles sont les revendications, les formes de lutte et leurs résultats ?

La longue épreuve de la guerre bouleverse l'activité économique et conduit à une pénurie qui touche rapidement et durablement la population. La révolte des marins, qui précipite la fin de l'Empire et à laquelle participent de nombreux Alsaciens et Lorrains, provoque un mouvement de fond, vite étouffé par l'arrivée anticipée des troupes françaises. Comment se fait ensuite la transition dans les structures de lutte françaises ? Quelles sont les continuités, quelles sont les ruptures, quelles sont les influences réciproques ? Pourquoi le mouvement ouvrier est-il amené à deux grèves générales, en 1920 ? Jusqu'où va l'intransigeance du patronat ? Quelle est l'attitude de l'administration ? L'ouvrage éclaire d'un jour nouveau ces questions trop souvent occultées ou caricaturées.

Ouvrage publié avec le concours de



Avec la collaboration de
Vincent Biguet,
Jean-Pierre Hirscher,
Jean-François Lassagne,
Monique Mombert,
Daniel Muringer,
Françoise Olivier-Utard,
Jean-Claude Richez,
Marie-Claude Richez,
Joseph Schmauch,
Nicolas Stoskopf,
Léon Strauss,
Pierre Vonau,
Alfred Wahl,
Clément Wisniewski.

De l'Allemagne à la France : le mouvement ouvrier en Alsace-Lorraine (1890-1920)

De l'Allemagne à la France : le mouvement ouvrier en Alsace-Lorraine (1890-1920)



Sous la direction de
Françoise Olivier-Utard

Collection « Recherches et documents » tome 90
Publications de la Société savante d'Alsace – 2018

De l'Allemagne à la France : le mouvement ouvrier en Alsace-Lorraine (1890-1920)

Comment vous procurer l'ouvrage ?

• Directement auprès d'Almémós :
le commander par internet à
l'adresse suivante :

almemos@laposte.net

Prix : 20 € ; frais de port : 7 €

Si vous habitez Strasbourg, vous
pourrez éviter les frais de port
en prenant RV pour récupérer
l'ouvrage.

• Auprès de la Société savante
d'Alsace.

• En librairie :

– Librairie Gutenberg, place

Saint-Étienne, Strasbourg

– Librairie Quai des Brumes,

Grand-Rue, Strasbourg

Dates à retenir

• 25 octobre (19 h)

Projection-débat du film *Drapeau
Rouge*, à Vidéo-Les-Beaux-Jours,
31, rue Kageneck, Strasbourg

• 6 novembre

Journée commémorative Drapeau
Rouge, à l'Aubette

• 24 & 25 novembre

Festival du Livre et Café de
l'Histoire, à Colmar

• 5 décembre

Journée Maitron, à la Bourse du
Travail, Paris

Site Almémós

Almémós va bientôt disposer d'un
site d'hébergement informatique :
hypotheses.org, sur lequel
seront déposés les bulletins, les
informations sur la vie
de l'association, des articles
sur les thématiques traitées,
l'agenda etc.

Adresses

Almémós

18, rue de l'Observatoire

67000 Strasbourg

03 88 61 81 03

Courriel : almemos@laposte.net

Gérant de la publication

Pierre Krieger

Maquette et mise en page

Pierre Roesch, Strasbourg

pierreroesch@free.fr

Site Maitron

www.maitron.org

ISSN

2257-7270